

Pourquoi l'approche américaine habituelle ne passe pas en Ukraine



[Source : francais.rt.com]

[Illustration : AFP]

Dans un pays dominé par Wall Street, la stratégie de lutte contre les crises financières s'est étendue à d'autres domaines de la politique, selon Henry Johnston.

Par Henry Johnston

La récente avancée stupéfiante des forces russes dans le nord-est de l'Ukraine a quelque peu refroidi l'enthousiasme du camp pro-Kiev après l'adoption en avril, par le Congrès américain, du projet de loi d'aide supplémentaire. L'insistance fébrile avec laquelle les sympathisants plaidaient pour l'aide à l'Ukraine et l'importance exagérée qu'ils lui accordaient, semblent maintenant un lointain souvenir.

Il est maintenant plus clair que jamais que l'effort militaire de l'Ukraine, en plein effondrement, ne peut pas être réparé par une simple réactivation du robinet de l'aide occidentale. Pourquoi alors l'establishment de Washington a-t-il perçu le chiffre de 60 milliards de dollars comme une espèce de sortilège capable d'empêcher la crise imminente ?

Après tout, une grande partie de l'argent ne sera même pas allouée à l'Ukraine, mais plutôt dépensée pour réapprovisionner l'arsenal national épuisé. C'était en fait l'un des principaux arguments de vente du projet de loi : la croissance économique dans le pays. Mais graisser les rouages de la lourde industrie de défense des États-Unis dans un proche avenir n'apportera rien à l'armée ukrainienne en difficulté.

Les États-Unis produisent dix fois moins d'obus de 155 mm que la Russie

Même après un effort herculéen pour augmenter la production, les États-Unis produisent actuellement 28 000 obus d'artillerie de 155 mm par mois, qui ne peuvent même pas tous être envoyés en Ukraine. La Russie en produit environ 250 000 par mois et en tire en moyenne 10 000 par jour.

Cela ne résout même pas le problème de la pénurie catastrophique de main-d'œuvre et de la corruption endémique de Kiev, qui ont toutes deux été mises à nu grâce aux récents succès de la Russie. Kiev est contraint de mener un jeu de cache-cache de plus en plus désespéré, déployant ses forces en lambeaux et étirées pour maintenir le front, tandis que l'absence de fortifications autour de Kharkov, est associée, même dans les médias ukrainiens, à un problème de corruption de longue date.

Nous revenons donc à la question de savoir pourquoi quelqu'un a cru que 60 milliards de dollars pourraient faire avancer la cause de Kiev. Mais il est toujours difficile de répondre à cette question, car l'élaboration de la politique à Washington est enveloppée d'un épais brouillard constitué de deux composantes dominantes : la pensée magique et les impératifs politiques. Pour ceux qui croyaient sincèrement que 60 milliards de dollars inverseraient le cours de la guerre, c'est plutôt la première ; pour ceux qui s'adaptent aux tendances politiques et prétendent soutenir l'Ukraine, tout comme un mime prétend être enfermé dans une cabine téléphonique, c'est la seconde. Dans de nombreux cas, ce sont les deux, et il est difficile de dire où l'une commence et l'autre finit.

Washington n'est pas encore conscient que sa puissance est en déclin

La pensée magique est un symptôme reconnaissable de ce moment particulier dans le temps où une grande puissance d'autrefois est en déclin, mais où les événements ne l'ont pas encore rendue pleinement consciente de ce déclin. C'est aussi une période de réduction de sa marge d'action. Dans le passé, Washington aurait peut-être résolu une crise semblable à celle de l'Ukraine avec l'aide d'une diplomatie astucieuse, ou aurait orchestré une guerre par procuration impressionnante en utilisant sa puissance industrielle et son expertise militaire.

Mais à l'heure actuelle, les États-Unis semblent incapables d'une diplomatie sophistiquée et leur base industrielle s'est gravement atrophiée au cours de décennies de délocalisation et de financiarisation. Après avoir principalement combattu des rébellions ces derniers temps, ils n'ont maintenant aucune idée de la manière de mener une guerre d'égal à égal. Tout ce qu'ils peuvent rassembler, ce sont des factures d'aide avec de gros chiffres en dollars. Le vieil adage dit que si vous n'avez qu'un marteau, chaque problème ressemble à un clou. Si vous n'avez qu'une machine à imprimer des dollars, alors chaque problème doit être résolu par une injection d'argent, même si vous ne savez pas très bien ce que vous pouvez acheter avec cet argent.

Mais ici, nous sommes tombés sur quelque chose d'intéressant : une croyance en la toute-puissance de l'argent. Peut-être n'est-ce pas une croyance sincère ; y a-t-il des croyances sincères à Washington ? Considérons plutôt cela comme une façon bien ancrée de penser pour affronter un large éventail de problèmes. En ce sens, un tel système ressemble étrangement à l'approche

utilisée pour faire face aux crises financières. Il n'est pas si difficile d'imaginer que toute la discussion sur l'aide à l'Ukraine est formatée comme quelque chose qui est devenu très familier au cours des dernières années : un sauvetage financier.

Trop grand pour faire faillite, une organisation financière appelée Ukraine est au bord de la faillite et un plan de sauvetage est nécessaire. Bien que la banque soit loin du cœur de Wall Street, il y a des craintes de contagion : si cette banque fait faillite, d'autres la suivront et aucune banque ne sera bientôt en sécurité. Les propriétaires de la banque peuvent être des escrocs, mais cela ne préoccupe pas les responsables politiques. Ils sont nerveux à cause d'un écart dans le cours qui a soudainement changé en défaveur de la banque : elle était censée s'échanger à 1:1, mais le cours est passé à 1:10 (le rapport des tirs d'artillerie des forces ukrainiennes et russes). Fournir à la banque une aide financière de 60 milliards de dollars devrait au moins éteindre l'incendie et calmer les marchés.

Zoltan Poszar, le légendaire ancien stratège en chef du Crédit Suisse qui n'a pas besoin d'être présenté dans les milieux financiers, a fait une observation fascinante sur le thème de la réaction réflexive liée à l'utilisation de l'argent pour résoudre un problème. Poszar parlait dans un sens étroit de la façon dont un certain groupe de personnes abordait un certain problème, et ne traitait pas de politique, encore moins de l'Ukraine, mais sa conclusion trace les contours de quelque chose de plus profond.

Injecter de l'argent, l'essence de la pensée dominante

Lorsque le spectre de l'inflation est réapparu en 2021, Poszar a fait le tour des gestionnaires de portefeuilles et, après leur avoir parlé, est parvenu à une conclusion intéressante : personne ne savait quoi penser de l'inflation. Presque tout le monde à Wall Street est trop jeune pour se souvenir de la dernière forte hausse de l'inflation qui s'est produite dans les années 1980. Ainsi, selon Poszar, ils ont tous pensé à la flambée des graphiques d'inflation simplement comme un nouvel écart entre l'offre et la demande apparu sur leurs écrans Bloomberg, et qui pourrait être résolu en y jetant un bilan comptable : une « *crise de base* », comme il l'appelle. Poszar explique que les expériences qui ont façonné les résidents de Wall Street d'aujourd'hui sont la crise financière asiatique de 1998, la grande crise financière de 2008, certains bouleversements du ratio offre/demande survenus depuis 2015 et la pandémie. Dans tous ces cas, de l'argent a été injecté et les problèmes ont finalement disparu.

En termes simples, les clients de Poszar n'ont pas été confrontés à un problème qui ne pouvait être résolu, ou du moins balayé sous le tapis, par un simple ajout d'argent, sous quelque forme que ce soit, qu'il s'agisse d'un prêt d'urgence ou d'un assouplissement quantitatif. Cela, bien sûr, simplifie quelque peu la situation, mais reflète en quelque sorte l'essence de la pensée dominante.

Toutefois, selon la remarque de Zoltan Poszar, l'inflation de 2021 était un monstre qui ne pouvait pas être maîtrisé en lui injectant simplement de l'argent – ou même en augmentant simplement les taux d'intérêt (ce qui ne fait que précéder l'injection de liquidités). Il s'agit donc d'un type de problème tout à fait inhabituel pour la génération actuelle de gestionnaires de fonds et de traders, conclut-il. En réalité, ce qui rend le problème de l'inflation enracinée si inquiétant, c'est précisément le fait qu'elle est imperméable au seul outil disponible : les injections de liquidités. C'est déjà important en soi, mais c'est un sujet pour un autre jour. Pour le bien de cette analyse, retenons l'idée que l'approche qui consiste à résoudre les problèmes en y injectant de l'argent s'est profondément implantée dans les esprits.

La même idée de jeter de l'argent sur le problème de l'instabilité financière, mais dans un sens différent, a été développée par Timothy Geithner, ancien président de la Réserve fédérale de New York puis secrétaire au Trésor américain dans les années 2009-2013, qui a suggéré de traiter les crises financières en « apportant beaucoup d'argent » et, par une analogie militaire, en déployant une « force écrasante » pour que les marchés croient à la crédibilité de l'engagement. C'est la leçon tirée de la crise de 2008, et cette stratégie est devenue depuis lors orthodoxe dans la gestion des crises ultérieures. Le bouleversement subi par le marché obligataire en mars 2020 et les faillites des banques First Republic, Silicon Valley et Signature en 2023 ont suscité une réponse « écrasante » de la part du régulateur pour stabiliser la situation.

Le récit est pour eux tout aussi important que la réalité

Cette approche repose sur la reconnaissance du fait que les marchés peuvent être guidés par le sentiment, et que le récit peut être tout aussi important que la réalité. Si les marchés estiment que l'engagement est crédible, qu'il s'agisse de soutenir une banque, le marché obligataire ou le marché des Repo, il est moins probable que la situation devienne hors de contrôle. Autrement dit, l'art de résoudre une crise financière ne consiste pas uniquement à injecter de l'argent pour réduire la base, mais aussi à façonner le sentiment. John Maynard Keynes a parlé d'« *esprits animaux* », c'est-à-dire des aspects intuitifs, émotionnels et irrationnels que les acteurs économiques apportent à leurs actions. Ainsi, si les investisseurs commencent à douter de la solvabilité d'un marché ou d'une institution, la voie à suivre pour s'en sortir est en partie financière et en partie communicationnelle. Timothy Geithner a tout simplement compris les véritables implications de tout cela dans la lutte contre le phénomène de plus en plus fréquent des crises financières.

En regardant comment les États-Unis ont géré la guerre par procuration en Ukraine en envoyant une série incessante de « *messages forts* » et en faisant des gestes symboliques, tout en poussant les Ukrainiens dans des actions à buts plutôt communicationnels que militaires, on ne peut s'empêcher de penser qu'une partie de l'approche de Geithner s'est infiltrée dans l'élaboration

des politiques aux États-Unis, même si c'est de manière inconsciente. En fin de compte, le paquet d'aide de 60 milliards de dollars a été présenté en grande partie comme un moyen de « *rassurer le marché* ».

Des messages forts ne suffiront jamais

Bien sûr, le battement de tambour incessant des « *messages forts* » émanant de Washington peut être vu sous un autre jour : comme une tentative convulsive de maintenir la dissuasion américaine. Une fois établie, la dissuasion n'est pas coûteuse à maintenir, mais elle est très difficile et coûteuse à restaurer lorsqu'elle est perdue. D'une certaine manière, ces deux idées, dissuader et tenir à distance les esprits animaux, peuvent être considérées comme les deux faces d'une même médaille. Dans les deux cas, il s'agit d'une tentative de réduire l'écart entre la réalité et la perception.

Ce qui est peut-être le groupe de réflexion le plus influent dans la sphère de défense de Washington, le Center for Strategic and International Studies, a publié un article rédigé par l'analyste Max Bergmann quelques jours avant le vote du Congrès sur le paquet d'aide, qui reflète avec une clarté exceptionnelle l'accent mis sur le sentiment, appelé dans ce cas le « *moral* ».

« *L'adoption d'un paquet d'aide supplémentaire est susceptible de saper le moral de la Russie et de renforcer celui de l'Ukraine* », écrit Bergmann. Et bien qu'il n'ose pas prédire des manifestations de masse et le renversement du président Vladimir Poutine, il pense que cela ébranlera les fondements du système politique et sèmera les graines du doute dans la société russe. L'opinion selon laquelle « *cette guerre n'a pas de sens et a été une erreur pourrait se propager comme un virus et s'avérer destructrice pour le système russe* », conclut-il.

On ne sait pas où Bergmann se situe sur l'échelle entre la « *pensée magique* » et les « *impératifs politiques* », mais il semble avoir intériorisé le principe établi par Geithner de « *l'engagement crédible* » teinté de communication, et il pense que c'est cela qui fera la différence.

Telle est la pensée qui imprègne le processus décisionnel de Washington en Ukraine. Si la finance pour l'Amérique d'aujourd'hui joue le même rôle que la construction navale pour les Pays-Bas au 17^e siècle – une industrie dominante dont les habitudes et la façon de penser ont pris de profondes racines dans la conscience nationale – il n'est pas surprenant que les principes de résolution des problèmes de Wall Street se soient étendus à d'autres domaines de la politique. L'establishment de la politique étrangère, le Congrès et Wall Street ne sont pas exactement la même chose, mais ils semblent tous guidés par la même carte mentale.

Shelley a écrit que les poètes sont « *les législateurs non reconnus du monde* ». Peut-être que les législateurs non reconnus de notre époque sont les banquiers et leurs amis à Washington qui les renflouent. L'Ukraine apprend à ses dépens que gagner une guerre nécessite plus que jeter beaucoup d'argent

par les fenêtres et mener une campagne de relations publiques pour tenir à distance les vendeurs à découvert.

Henry Johnston, journaliste de RT basé à Moscou avec plus d'une décennie d'expérience dans le domaine financier.